

464425-2026 - Състезателна процедура

Франция – Подводници без екипаж – Acquisition de ROV légers d'interventions sous-marines et leurs accessoires pour la Marine nationale.

OJ S 127/2026 06/07/2026

Обявление за поръчка или концесия – стандартен режим

Доставки - Услуги

1. Купувач

1.1. Купувач

Официално наименование: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Електронна поща: dssf-brest.contact-demarche.fct@def.gouv.fr

Правна категория на купувача: Орган на централната власт

Дейност на възлагащия орган: Отбрана

2. Процедура

2.1. Процедура

Заглавие: Acquisition de ROV légers d'interventions sous-marines et leurs accessoires pour la Marine nationale.

Описание: C'est un accord-cadre à bon de commande mono attributaire qui comporte : - une part à bons de commande sur barème conformément aux dispositions de l'article R. 2362-8 du code de la commande publique - une part à commandes pour aléas en application des articles R. 2372-19 à R. 2372-21 du code de la commande publique : Cette part permettra des achats sur devis des prestations hors barème qui seraient nécessaires pour des raisons techniques (évolutions techniques et matériels, ou réparations chez le fabricant)

Идентификатор на процедурата: 2557bc01-a9e4-4621-a2ac-ed5fc08aa732

Вътрешен идентификатор: M26B00324

Вид процедура: Договаряне с предварително публикуване на покана за участие в състезателна процедура / състезателна с договаряне

Процедурата се ускорява: не

Основни характеристики на процедурата: La présente publication concerne uniquement un appel à candidature. Le dossier de consultation sera envoyé ultérieurement et uniquement aux candidats admis à soumissionner.

2.1.1. Цел

Естество на поръчката: Доставки

Основна класификация (cprv): 35512400 Подводници без екипаж

2.1.2. Място на изпълнение

Пощенски адрес: BCRM DE BREST - DSSF BREST - SAT AO

Град: BREST CEDEX 9

Пощенски код: 29240

Административно-териториална единица на държавата (NUTS): Finistère (FRH02)

Държава: Франция

Допълнителна информация: Adresse du Pouvoir Adjudicateur. Les adresses des lieux d'exécution des prestations sont donnée(s) au paragraphe 5.1.2.

2.1.3. Стойност

Прогнозна стойност, без да се включва ДДС: 11 600 000,00 EUR

2.1.4. Обща информация

Правно основание:

Директива 2009/81/ЕО

2.1.6. Основания за изключване

Източници на основанията за изключване: Уведомление

Конфликт на интереси, свързан с участието в процедурата за възлагане на обществена поръчка: Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique. Les candidatures n'ayant pas été écartées sont examinées au regard des conditions fixées par les articles R. 2342-4 à R. 2342-6 du code de la commande publique.

5. Обособена позиция

5.1. Обособена позиция: LOT-0001

Заглавие: Acquisition de ROV légers d'interventions sous-marines et leurs accessoires pour la Marine nationale.

Описание: Le présent avis concerne un dépôt de candidature pour un projet d'accord-cadre mono-attributaire dont l'objectif est d'acquérir des micro-ROV et des mini-ROV d'Intervention Sous-Marines (ISM) manufacturés ainsi que leurs accessoires. Les ROV légers permettront à la Marine nationale de disposer d'une capacité d'intervention sous-marine légère afin de répondre à des besoins opérationnels ouvrant un large spectre d'emplois : - surveillance d'infrastructures immergées, - prises de vue sous-marine pour expertise, - recherche d'un objet d'intérêt, - sécurité plongée humaine, - inspection de quai et de coque... Le titulaire de cet accord-cadre devra être capable de proposer un catalogue regroupant plusieurs ROV (à minima 2 pour chaque catégorie) et accessoires pour travailler dans une zone de profondeur comprise entre 0 et 300 mètres. Il devra également être en mesure d'assurer le soutien et la formation du personnel de la Marine nationale pour la conduite et la maintenance des ROV.

Montant maximum sur 4 ans : 11 600 000, 00 € HT, soit 13 920 000,00 € TTC

Вътрешен идентификатор: M26B00324

5.1.1. Цел

Естество на поръчката: Доставки

Допълнителен характер на поръчката: Услуги

Основна класификация (cprv): 35512400 Подводници без екипаж

5.1.2. Място на изпълнение

Пощенски адрес: BCRM de TOULON - Base Navale de Toulon - SLM de Toulon Division Logistique - Groupe Matériel Naval - Magasin MA 16

Град: Toulon Cedex 09

Пощенски код: 83000

Административно-териториална единица на държавата (NUTS): Var (FRL05)

Държава: Франция

Допълнителна информация: La liste exhaustive des lieux d'exécution sera publiée au DCE

5.1.2. Място на изпълнение

Пощенски адрес: BCRM de BREST - Base Navale de Brest

Град: Brest cedex 09

Пощенски код: 29240

Административно-териториална единица на държавата (NUTS): Finistère (FRH02)

Държава: Франция

Допълнителна информация: La liste exhaustive des lieux d'exécution sera publiée au DCE

5.1.3. Очаквана продължителност

Срок: 48 Месеци

5.1.4. Подновяване

Максимален брой подновявания: 0

5.1.6. Обща информация

Запазено участие:

Участието не е запазено.

Проект за възлагане на обществена поръчка, който не е финансиран със средства от ЕС

Тази обществена поръчка е подходяща и за малки и средни предприятия (МСП): да

Допълнителна информация: Pour les candidats établis dans l'Union européenne (hors

France) : 1) tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat

conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. 2) un extrait du

registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou

administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement de l'opérateur économique,

attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-1, aux 1° et 3° de l'

article L. 2141-4 ainsi qu'à l'article L. 2341-3 du code de la commande publique. Lorsque les

autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les

documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 et

à l'article R. 2343-8 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent

pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par

une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'est pas prévu, par une

déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative

compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'

établissement du candidat. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire ou procédure

équivalente régie par le droit étranger, il produit la copie du ou des jugements prononcés

conformément à l'article R. 2343-9 du code de la commande publique. 3) un certificat établi

par les administrations et organismes du pays d'origine attestant que le candidat ne se trouve

pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée à l'article L. 2341-2 du code de la

commande publique ; 4) un document mentionnant leur numéro individuel d'identification

attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ou, si le candidat n'est

pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le

cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. 5) un document

attestant de la régularité de leur situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du

29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation

du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime

social obligatoire et mentionnant qu'ils sont à jour de leurs déclarations sociales et du

paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation

de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de

sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. 6) lorsque leur

immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de

domiciliation, l'un des documents suivants : a) un document émanant des autorités tenant le

registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; b) un devis, un

document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient

mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription

au registre professionnel ; c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant

de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre

professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. 7) une liste nominative des salariés étrangers employés, s'ils sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun d'entre eux : date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-4 du code du travail). 8) l'indication des lots sur lesquels le candidat postule (en cas de marché alloti). À défaut, la candidature sera prise en considération pour l'ensemble des lots.

5.1.9. Критерии за подбор

Източници на критерии за избор: Уведомление

Критерий: Регистрация в търговски регистър

Описание на критерия за подбор: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Situation personnelle d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion. Le candidat (ou le groupement) devra produire le formulaire DC1 dans son intégralité PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou une lettre de candidature avec informations équivalentes et une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique. Le candidat devra produire un formulaire DC2 PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou document équivalent. Si le candidat en redressement judiciaire, produire la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou procédure étrangère équivalente conformément à l'article R. 2343-9 du code de la commande publique. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique, mentionné au 1° de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique. Tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique Une attestation fiscale et un certificat social délivré par l'organisme de recouvrement des contributions et cotisations sociales justifiant de la régularité fiscale et sociale.

Критерий: Общ годишен оборот

Описание на критерия за подбор: Capacité économique et financière Situation économique et financière d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

Критерий: Референции за определени доставки

Описание на критерия за подбор: Capacité technique et professionnelle Capacité technique et/ou professionnelle d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion Liste des travaux exécutés et/ou des principales livraisons réalisées et/ou des principaux services dans le domaine des ROV sous-marins ,effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (public ou privé). La preuve des livraisons et de l'exécution des prestations de service les plus importantes est apportée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres de l'UE. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout autre moyen considéré comme approprié par l'

acheteur. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

5.1.10. Критерии за възлагане

Описание на метода, който трябва да се използва, ако претеглянето не може да бъде изразено по критерии: Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation et ses annexes, dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif.

5.1.11. Документация за възлагане на обществена поръчка

Езици, на които документацията за обществената поръчка е официално достъпна: френски

Адрес на документацията за обществената поръчка: www.marches-publics.gouv.fr

5.1.12. Условия за възлагане на обществена поръчка

Условия за подаване:

Задължително посочване на възлагането на подизпълнители: Делът от поръчката, за който oferentът възнамерява да използва подизпълнители

Адрес за подаване: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Описание: Présentation par voie électronique Requête. Mise à disposition des documents de la consultation L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'en cours de consultation, tous les renseignements seront dématérialisés sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACe), accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou depuis le portail www.achats.defense.gouv.fr. Le candidat doit s'inscrire en utilisant une adresse électronique valide. Cette adresse est la seule voie de transmission au candidat des éventuelles modifications du dossier ou des informations complémentaires survenant en cours de procédure. Il appartient donc au candidat de relever son courrier électronique régulièrement et de s'assurer que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' est accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans son entreprise. Le candidat doit prendre ses dispositions pour permettre le traitement des correspondances avec le service dans un délai compatible avec la procédure. À cet effet, il est invité à communiquer plusieurs adresses mails en l'absence de boîte fonctionnelle de l'entreprise. Dans tous les cas, l'administration ne saurait être tenue responsable de la non réception des éléments transmis en cours de consultation. Modalités de transmission des candidatures Le principe retenu est la transmission des candidatures et des offres par voie électronique sauf besoin justifié. L'administration impose le mode de transmission électronique pour l'ensemble de la consultation. Pour chaque étape de la procédure, les candidats et soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'acheteur (article R. 2332-11 du code de la commande publique). Tout pli reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Plis par voie électronique Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la plateforme des achats de l'État accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr. Les modalités d'inscription des candidats et de dépôt des plis sont explicitées sur la plateforme des achats de l'État. En cas de difficultés, une assistance téléphonique ainsi qu'un courriel sont à la disposition des entreprises. Dans la rubrique aide un guide utilisateur entreprise est disponible et répond aux interrogations des opérateurs. Pour ce mode de transmission, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants : - Certificat numérique Le pouvoir adjudicateur impose la signature des documents en phase d'offre. En phase d'offre, les documents transmis par voie électronique seront signés numériquement avec un certificat numérique conforme aux dispositions en vigueur relatives à la signature électronique dans les marchés publics. Attention, la délivrance du certificat est

сумисе à un délai. Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature proposé par la plateforme des achats de l'État, il fournira gratuitement la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. - Copie de sauvegarde Les opérateurs ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres électroniques. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ». Il doit être transmis par voie postale à l'adresse figurant au point 1 de l'avis. - Format Les documents transmis doivent être compressés. L'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus. A cet effet, seuls les formats suivants sont acceptés : Word 2000, Excel 2000, PowerPoint 2000, PDF/A 1b, JPG, zip (winzip, filzip, etc.), ou équivalents tous compatibles PC. Le cas échéant, le candidat consultera l'administration pour s'assurer de la possibilité d'utiliser d'autres formats.

Езици, на които могат да се подават оферти или заявления за участие: френски

Варианти: Забранено

Описание на финансовата гаранция: Conformément aux articles L. 2391-7 et R. 2391-21 à R. 2391-24 du code de la commande publique, le marché peut prévoir une retenue de garantie.

Краен срок за получаване на заявления за участие: 14/08/2026 15:00:00 (UTC+02:00)
източноевропейско време, централноевропейско лятно време

Условия на договора:

Изпълнението на договора трябва да се извършва в рамките на програми за създаване на защитени работни места: Не

Условия, свързани с изпълнението на договора: SANS OBJET

Електронно фактуриране: Задължително

Правна форма, която трябва да бъде приета от група оференти, на която е възложена поръчка: Groupement Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. En application de l'article R. 2342-12 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. De plus, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter une offre en agissant à la fois : - en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements; - en qualité de membres de plusieurs groupements; - en cas de groupement d'opérateurs économiques, celui-ci devra revêtir la forme d'un groupement d'entreprise solidaire pour l'attribution du marché. La constitution d'un groupement et la modification d'un groupement sont acceptées entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du groupement ont été autorisés à présenter une offre ou à y participer, au moins en tant que sous-contractant accepté dans la phase de candidature, et le groupement modifié ou nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Финансово споразумение: Le financement est assuré exclusivement par les ressources budgétaires de l'État. La monnaie de compte est l'euro. Modalités de financement : Les règlements s'effectuent par virement avec délai de paiement à 30 jours maximum conformément aux dispositions des articles L. 2392-10 et R. 2392-10 du code de la commande publique.

Възлагане на подизпълнители:

Не се прилага задължение за използване на подизпълнители.

5.1.15. Техники

Рамково споразумение:

Рамково споразумение без подновяване на състезателната процедура

5.1.16. Допълнителна информация, медиация и преразглеждане (обжалване)

Организация, отговаряща за преразглеждането (обжалването): Tribunal Administratif de Rennes

Информация за крайните срокове за преразглеждане: La procédure peut faire l'objet : - d'un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, en application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative ; - d'un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de Justice Administrative, pouvant être exercé conformément aux termes de l'article R. 551-7 du Code de Justice Administrative, au plus tard le 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution du marché ; - d'un recours en contestation de la validité du contrat, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché.

Организация, която предоставя допълнителна информация за процедурата за възлагане : MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Организация, която предоставя достъп до документацията за поръчката без връзка с интернет: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Организация, предоставяща повече информация за процедурите за преглед (обжалване) : MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Организация, която получава заявленията за участие: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Организация, която обработва офертите: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

8. Организации

8.1. ORG-0001

Официално наименование: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Пощенски адрес: BCRM de BREST – DSSF BREST / Secrétariat des offres – SDFC/DMAP – CC45

Град: Brest cedex 9

Пощенски код: 29240

Административно-териториална единица на държавата (NUTS): Finistère (FRH02)

Държава: Франция

Електронна поща: dssf-brest.contact-demarche.fct@def.gouv.fr

Телефон: +33 298140706

Крайна точка за обмен на информация (URL): www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

Роли на тази организация:

Купувач

Организация, която предоставя допълнителна информация за процедурата за възлагане

Организация, която предоставя достъп до документацията за поръчката без връзка с интернет

Организация, която получава заявленията за участие

Организация, която обработва офертите

Организация, предоставяща повече информация за процедурите за преглед (обжалване)

8.1. ORG-0002

Официално наименование: Tribunal Administratif de Rennes

Пощенски адрес: Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – CS 44416

Град: Rennes cedex

Пощенски код: 35044

Административно-териториална единица на държавата (NUTS): Ille-et-Vilaine (FRH03)

Държава: Франция
Електронна поща: greffe.ta-rennes@juradm.fr
Телефон: +33 299250366

Роли на тази организация:

Организация, отговаряща за преразглеждането (обжалването)

8.1. ORG-0000

Официално наименование: Publications Office of the European Union

Регистрационен номер: PUBL

Град: Luxembourg

Пощенски код: 2417

Административно-териториална единица на държавата (NUTS): Luxembourg (LU000)

Държава: Люксембург

Електронна поща: ted@publications.europa.eu

Телефон: +352 29291

Интернет адрес: <https://op.europa.eu>

Роли на тази организация:

TED eSender

Информация за обявлението

Идентификатор/версия на обявлението: 8e79dfe0-66ef-4463-a8b2-3fa7ca93a0e4 - 01

Вид на формуляра: Състезателна процедура

Вид обявление: Обявление за поръчка или концесия – стандартен режим

Подвид на обявлението: 18

Дата на изпращане на известието: 03/07/2026 12:20:07 (UTC+00:00) западноевропейско време

Езици, на които настоящото известие е официално достъпно: френски

Номер на публикуване на обявлението: 464425-2026

Номер на броя на ОВ S: 127/2026

Дата на публикуване: 06/07/2026